

EN DÉPIT DES MENACES DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

Les syndicats autonomes maintiennent la pression

Le bras de fer entre les syndicats autonomes de l'éducation et le ministère de l'Education nationale n'est pas près de connaître son dénouement. La grève pourrait être reconduite pour une deuxième semaine. La décision sera prise ce week-end. En attendant, les établissements scolaires sont toujours paralysés. Les syndicats posent la problématique des conditions socioprofessionnelles, le devenir de l'école publique mais aussi celle des libertés syndicales.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Les menaces du département de Benbouzid et la décision de justice déclarant la grève illégale ont eu l'effet inverse sur les différents syndicats ayant appelé à la grève. Les syndicats ayant appelé au débrayage tiendront ce week-end leurs conseils nationaux respectifs.

La décision sera alors prise quant à la poursuite de la grève. Une option qui semble inévitable. Au troisième jour du mouvement qui a quasiment paralysé le secteur, les syndicalistes sont décidés à aller jusqu'au bout de leurs revendications.

Le CLA, le Cnapest, le Snapest et l'Unpef, forts de la mobilisation sans précédent des enseignants, comptent maintenir la pression afin de faire aboutir leurs revendications. Leur stratégie semble avoir bien fonctionné jusque-là : la grève est une réussite totale. Certains syndicalistes n'hésitent pas à faire le

parallèle avec la mobilisation de 2003 qui avait totalement paralysé les écoles.

Sur le terrain, les enseignants ayant pris part au débrayage font pourtant face à des pressions rarement égalées. En plus de la

décision de justice — qui n'a d'ailleurs pas été notifiée aux syndicats —, les directives du ministère sont claires : il ne demande ni plus ni moins aux responsables au niveau local de sanctionner les grévistes.

En plus de la défalcation des jours de grève, le ministre demande que ces journées non travaillées soient prises en considération lors de l'évaluation pédagogique des enseignants. Soufflant le chaud et le froid, le département de Benbouzid a, dans une note qu'il recommande de

«largement diffuser», rappelé que non seulement il maintenait «ouvertes» les portes du dialogue mais que ces mêmes syndicats sont souvent invités pour concertation. Ce à quoi les syndicalistes répondent qu'ils revendiquent un dialogue «sérieux» et «serein» sans lequel rien ne peut être entrepris. Ils dénoncent les intimidations de la tutelle et estiment qu'ils ont dépassé le stade de la peur. Ils se disent plus que jamais décidés à faire valoir des revendications qu'ils qualifient de légi-

times.

Ils dénoncent une directive signée par le Premier ministre le 30 septembre 2009 supprimant l'effet rétroactif du régime indemnitaire. Cette directive précise que la date d'entrée en vigueur du régime indemnitaire actuellement en négociation sera la date de sa publication au Journal officiel.

Une mesure rejetée en bloc par les syndicalistes qui suspectent le gouvernement de vouloir gagner du temps et de l'argent puisque, disent-ils, si la

nouvelle grille de salaire et le statut particulier des enseignants sont déjà appliqués, rien ne justifie que le régime indemnitaire ne soit pas à effet rétroactif.

Ils s'adossent également sur une plate-forme qui englobe les conditions socioprofessionnelles, le devenir de l'école publique mais aussi les libertés syndicales.

Des revendications qui interpellent, au-delà du ministre de l'Education nationale, tout le gouvernement.

N. I.

LEUR SIT-IN DEVANT LA PRÉSIDENTENCE EMPÊCHÉ

Les enseignants contractuels tabassés

Une soixantaine d'enseignants contractuels affiliés au Snapap se sont rassemblés hier devant la présidence de la République et le ministère de l'Education, pour revendiquer leur intégration dans le corps de l'éducation nationale.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Venus manifester leur colère concernant la non-autorisation des licenciés à accéder au concours de recrutement d'enseignants pour des lycées, ouvert seulement pour les titulaires d'un master ou d'un magister, contre également l'impossibilité d'accéder aux spécialités des paliers du primaire et du moyen ainsi que l'annulation du concours pour d'autres spéciali-

tés, les enseignants ont été malmenés et même tabassés par les services de police mobilisés pour la circonstance.

Néanmoins, une délégation a été autorisée à accéder à la présidence de la République, où elle a pu déposer une plateforme de revendications.

Reçus également par le secrétaire général du ministère de l'Education, Boubakeur Khaldi, pour la énième fois, les membres de la délégation se sont vu promettre que toutes les portes des négociations avec la Fonction publique seront exploitées afin de trouver une solution à leur cas. Boubakeur Khaldi, tout en leur signifiant que «leur intégration est difficile», a demandé aux contractuels de patienter jusqu'au 17

novembre prochain pour être fixés sur la réponse définitive de la Fonction publique.

Un leurre, selon un des représentants des enseignants. Ce dernier a précisé que le 20 novembre prochain prendra fin le délai de dépôt des dossiers pour les

concours. Le Conseil des enseignants contractuels (CNEC) est déterminé à arracher ses «droits» et compte bien se faire entendre. Et le chemin de la contestation ne s'arrêtera pas de sitôt, promettent-ils.

S. A.

Les docents et les maîtres assistants soutiennent la grève de l'éducation

Dans un communiqué rendu public, les syndicats des maîtres assistants, docents et professeurs en sciences médicales (SNDPSM), tiennent à manifester leur soutien à la grève menée par les syndicats de l'enseignement de l'Education nationale.

«Nous suivons avec attention et intérêt le mouvement de protestation que connaît actuellement le secteur de l'éducation. Conscients des enjeux de cette lutte, nous tenons à affirmer notre solidarité sans faille aux différents syndicats de l'éducation actuellement en grève», lit-on dans le communiqué.

Paroles de grévistes

Quatre syndicats ont décidé d'unir leurs forces pour une action commune. Ils ont réussi à mobiliser les enseignants autour de leurs revendications et à paralyser les établissements scolaires. Le Syndicat national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Snapest), l'Union nationale du personnel de l'éducation et de la formation (Unpef), le Conseil national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Cnapest) et le Conseil des lycées d'Algérie (CLA) se sont exprimés à travers cet entretien, qu'ils ont bien voulu accorder au Soir d'Algérie.

Le soir d'Algérie : Quel bilan faites-vous de ces trois jours de débrayage ?

Meziane Meriane, coordinateur du Snapest : Notre mouvement de grève est une réussite totale et qui a prouvé que l'unité syndicale est possible pour défendre ses droits. Le taux de suivi que nous avons enregistré n'a jamais été atteint depuis la grève de 2003.



nel de l'éducation à été massive. Avec 95 % des lycées fermés à travers le territoire national et 92 % des enseignants qui ont rejoint notre mouvement, cela explique que les revendications soulevées par les syndicats sont légitimes.

Achour Idir, porte-parole du CLA : Notre mouvement est en train de grandir de jour en jour. 95 % des établissements du secondaire sont fermés et les deux autres paliers sont en train de s'organiser et nous rejoignent de plus en plus.

Que comptez-vous faire pour votre mouvement après la décision de justice déclarant la grève illégale ?

Meziane Meriane, coordinateur du Snapest : Il ne nous a encore été notifié aucune décision de justice en ce sens. Et les menaces ainsi que l'arsenal judiciaire déployé par la tutelle ne vont pas solutionner les problèmes que nous vivons. Nous sommes déterminés à aller jus-

qu'au bout.

Le conseil national du Snapest va se tenir en fin de semaine et décidera des suites à donner à notre mouvement. Le bureau ne fera qu'exécuter ses décisions.

M. Amraoui, chargé de l'information à l'Unpef : Les menaces de la tutelle ne résoudront rien et ne nous font pas peur. Ce n'est pas ce qui va nous faire reculer. Benbouzid doit réfléchir à d'autres méthodes, comme jouer son rôle d'intermédiaire entre les syndicats et la Fonction publique.

Nouar Laârbî, président du Cnapest :

L'annulation ou la poursuite de la grève dépendront du conseil national. Ce dernier va se tenir jeudi prochain et va décider des suites à donner à notre mouvement.

Le recours aux défalcations sur salaire comme sanction ne réglera pas les problèmes et les poursuites en justice à notre encontre ne fragiliseront pas notre mouvement.

Achour Idir, porte-parole du CLA : Les intimidations de la tutelle ne feront que radicaliser notre mouvement. Nous attendons une réponse favorable à nos



revendications, rien ne nous fera reculer. Les autorités doivent savoir que les méthodes des années 1970 sont dépassées. La gestion des conflits doit se faire par l'ouverture du dialogue.

De quelle manière comptez-vous sortir de ce bras de fer avec la tutelle ?

Meziane Meriane, coordinateur du Snapest : La solution est que la tutelle réponde aux doléances «légitimes» des enseignants, en se mettant autour d'une table de négociations pour trouver des solutions définitives. Sans quoi, toute marche en arrière est exclue.

Nous attendons de la bonne volonté de la part du Premier ministre pour répondre favorablement aux revendications des fonctionnaires en général et des enseignants en particulier.

Nouar Laârbî, président du Cnapest : Les autorités doivent ouvrir des négociations sérieuses avec les syndicats et nous faire des propositions concrètes.

M. Amraoui, chargé de l'information à l'Unpef : Seul un dialogue sérieux nous conduira à arrêter notre contestation.

Achour Idir porte parole du CLA : Nous sommes déterminés à aller jusqu'au bout. Le sort de notre mouvement est entre les mains des autorités. La protesta-

tion est ouverte jusqu'à satisfaction de nos revendications.

Que répondez-vous aux parents d'élèves qui craignent pour l'avenir de leurs enfants ?

Meziane Meriane, coordinateur du Snapest : Les parents d'élèves n'ont pas à s'inquiéter. Ils doivent savoir que nous militons pour une école algérienne digne. Lorsque nos conditions socioprofessionnelles iront en s'améliorant, elles se répercuteront positivement sur la qualité de l'enseignement.

Achour Idir, porte-parole du CLA :

Je tiens à mettre à l'aise les parents d'élèves et les rassurer quant à notre souci de veiller aux intérêts des élèves, en défendant leur scolarité et l'école publique. La tutelle est seule responsable de ce pourrissement.



M. Amraoui, chargé de l'information à l'Unpef : Les parents d'élèves nous soutiennent. Ils sont conscients que nous luttons pour nos intérêts mais aussi pour ceux de leurs enfants. Nous ne pouvons assurer un système éducatif de qualité dans les conditions actuelles.

Salima Akkouche